



Conférence

la gouvernance du secteur de la sécurité au niveau local

Note et programme

Rabat, 05 Décembre 2019

Contexte :

La question de la sécurité se pose avec acuité dans des sociétés en mutation, confrontées aux menaces croissantes de la délinquance, de la criminalité transnationale et du terrorisme. D'autant que les nouveaux moyens de communication, et notamment les réseaux sociaux, facilitant la diffusion rapide des informations (vraies ou fausses), favorisent le sentiment d'insécurité.

Pour répondre à ces nouvelles problématiques, les stratégies de sécurité intérieure doivent innover, en proposant des solutions efficaces et adaptées, en faisant évoluer leurs démarches d'intervention, et ouvrant de nouveaux canaux de dialogue.

L'enjeu sécuritaire est important au Maroc, confronté à des évolutions sociales majeures – une urbanisation croissante et forte, des problèmes sociaux récurrents, un manque de relais de médiation – et soumis à de fortes pressions, telles que les flux migratoires, les menaces de réseaux terroristes et criminels. Dans cette perspective de nouveaux paradigmes sécuritaires sont nécessaires. La proximité en est l'une des composantes essentielles, permettant d'assurer la tranquillité des populations, et de lutter contre la criminalité de manière efficace en renforçant la confiance entre police et population. Ce paradigme, dont la prévention est un pilier, requiert également de construire un dialogue, notamment par une meilleure écoute du citoyen, et une meilleure implication directe, via les tissus associatifs ou les instances représentatives dans ce processus.

Les acteurs marocains ont acquis des compétences et une expérience particulière dans ce domaine. A cet égard, la nouvelle stratégie

de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a pour fondement la proximité du citoyen, l'efficacité de la coordination, la communication, l'interactivité et l'ouverture. De nouvelles unités ont été créées, des expériences pilotes sont réalisées dans des zones à haut risque et des campagnes de communication vis-à-vis du citoyen et des jeunes sont menées. Un travail de coopération avec des acteurs associatifs se fait également sur le terrain, notamment pour la prise en charge des groupes vulnérables (enfants, femmes violentées, personnes atteintes de VIH...).

Les défis demeurent néanmoins importants. Le changement requiert non seulement des efforts continus pour installer une nouvelle culture et une nouvelle approche, mais également un accompagnement, pour partager et approfondir les leçons qui se dégagent et évaluer le travail qui se fait pour assurer une meilleure appropriation de cette dynamique par les divers acteurs appelés à y intervenir, y compris les composantes de la société civile, des médias et des élus.

Cela pourrait contribuer à consolider la confiance entre les partenaires, à identifier les défis et priorités, et à mieux cerner le rôle de chacun dans les plans d'action et les stratégies, œuvrant ainsi à la garantie de la sécurité et des droits des citoyens.

Proposition :

Pour cela, le CEDHD et le DCAF se proposent d'organiser un séminaire qui permettra de présenter et de discuter des expériences, des acquis et des défis du point de vue des décideurs concernés, autant que du point de vue des acteurs appelés à y contribuer pour assurer la sécurité nécessaire au bien-être et à la jouissance des droits.

Un regard sur d'autres expériences nous paraît important pour s'inspirer des bonnes pratiques et éviter ce qui n'a pas réussi.

L'expérience du DCAF dans ce domaine s'avère importante, en tant que pôle d'expertise et réseau qui capitalise les leçons d'expériences de divers régions et contextes, notamment en matière de proximité et de gouvernance locale de la sécurité. Des perspectives européennes permettent ainsi d'approfondir l'échange international d'expérience.

Axes du programme :

Sur la base de ces principes, et des expériences des organisations partenaires, le séminaire permettra de renforcer le dialogue entre les autorités publiques les instances de la société civile, dans le but d'améliorer la gouvernance du secteur de la sécurité au niveau local au Maroc.

La rencontre serait l'occasion de partages et d'échanges autour des questions suivantes :

- La police de proximité, pourquoi et comment
- Stratégies territoriales de sécurité, quel rôle pour les élus ?
- Quelles synergies pour renforcer la confiance mutuelle entre le secteur de la sécurité et la société civile ?
- Les nouveaux paradigmes de communication, quelle efficacité ?

Participants :

Le séminaire ciblera les acteurs de la Sécurité, les médias, la société civile, des élus et des universitaires.

Programme

Session du matin	
09h00 – 09h30	<p>Cérémonie d'ouverture</p> <ul style="list-style-type: none">• <i>Centre d'étude en droits Humains et Démocratie (CEDHD)</i>• <i>Le Centre pour la Gouvernance du Seteur de la Sécurité Genève (DCAF)</i>
Session 1 : La police de proximité, pourquoi ?	
9h30 – 11h00	<ul style="list-style-type: none">• Qu'est-ce que la police de proximité? Définition, historique du concept et exemples. Qu'est-ce la gouvernance locale de la sécurité ?• Comment s'articulent police de proximité et gouvernance locale de la sécurité ? Quel est le rôle des acteurs locaux (société civile et élus) dans la gouvernance de la sécurité ? <p>Méthodologie : Présentations et débat</p> <p>Modérateur : Mahjoub El Haiba, Universitaire, expert en droits humains</p> <p>Experts :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Omar Bensghir, Commissaire principal, Direction Générale à la Sûreté Nationale (DGSN)

9h30 – 11h00	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ayman Ayoub, Directeur Adjoint, Division Afrique du Nord et Moyen-Orient, DCAF ➤ Elke Devroe, Criminologue, Professeur d'Université, Directrice de l'Institut Flamand pour la Paix
11h00 – 11h30	Pause
Session 2 : Bonne gouvernance sécuritaire au niveau local, quel est le rôle des élus ?	
11h30 – 13h00	<ul style="list-style-type: none"> • Quel rôle jouent les élus locaux dans la gouvernance sécuritaire à l'échelle locale ? Comment intégrer la dimension sécuritaire dans les plans de développement locaux/ régionaux ? <p>Méthodologie : Présentations et débat</p> <p>Modérateur : Driss Belmahi, Professeur de droit, membre du comité de direction du CEDHD</p> <p>Experts :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mohamed Sadiki, Maire de Rabat ➤ Sylvain Dijon, Adjoint au Maire, Conseiller municipal en charge de la Prévention-Sécurité, Ville d'Aix-en-Provence ➤ Khadija Ennaciri, professeur à la faculté de droit Mohammadia, Université Hassan II
13h00 – 14h00	Déjeuner

Session de l'après-midi

Session 3 : Quelle stratégie pour renforcer la synergie entre le secteur de sécurité et la société civile ?

14h00 – 15h30

- Que peut être le rôle société civile dans la coproduction de sécurité ? Comment établir des mécanismes de dialogue ?

Méthodologie : Présentation et débat

Modérateur : Sanaa El Aji, Chercheur en science sociale, directrice du site Marayana

Experts :

- **Karima Mkika**, acteur de la société civile, membre du Conseil économique, social et environnemental CESE
- **Farid Bounouars**, directeur de la prévention, de la sécurité et de la citoyenneté, ville de Sarcelles (France)
- **El Habib Belkouch**, Président du CEDHD
- **Ayman Ayoub**, Directeur Adjoint, Division Afrique du Nord et Moyen-Orient, DCAF

Session 4 : Politiques de communication et écoute du citoyen

15h30 – 17h00

- Le développement de stratégie de communication transparentes et ouvertes est une condition clé pour renforcer la confiance entre les forces de sécurité et la population et mettre en place des politiques de proximité. Comment l'établir ?

Méthodologie : présentation et débat

Modérateur : Cécile Lagoutte,
Programme Manager Maroc, Le Centre pour la Gouvernance du Secteur de la Sécurité Genève (DCAF)

Experts :

- **Ihssan Elhafidi,** spécialiste en communication et chercheur en matière de gouvernance de la sécurité.
- **Michaël Jonniaux,** commissaire divisionnaire, chef de corps de la zone de police Montgomery (Belgique)

17h00- 17h30

Conclusions et pause